

Communiqué de presse
16 décembre 2008

96,8% des agents du siège de l'Inrap opposés à la délocalisation

La mobilisation des agents du siège de l'Inrap (Institut national de recherches archéologiques préventives) à Paris ne faiblit pas contre le projet de délocalisation à Reims annoncé par la ministre de la culture et de la communication le 10 octobre dernier en comité technique paritaire ministériel : 96,8 %* d'entre eux y sont opposés.

Une consultation à bulletin secret, « pour la délocalisation » ou « contre la délocalisation », a été organisée par les agents eux-mêmes du 11 au 15 décembre. Le dépouillement a eu lieu en assemblée générale :

- 125 agents ont pris part au vote sur un total de 131 agents inscrits.
- 121 bulletins « contre ».
- 2 bulletins « contre » ont été déclarés invalidés (mentions « contre » surlignée et entourée).
- 2 bulletins « pour ».
- 4 abstentions.

Ce résultat, après quatre mois de mobilisation, permet aujourd'hui de réaffirmer à Christine Albanel et au gouvernement qu'il ne s'agit pas d'une agitation passagère d'un petit groupe isolé mais bien d'un mouvement unitaire, suivi par l'ensemble des agents du siège, avec le soutien de leurs collègues déjà déconcentrés à 95 % dans toutes les régions.

L'Inrap, établissement public administratif comptant actuellement 2 000 personnes, n'a été créé qu'en 2002, pour répondre aux attentes des aménageurs et du public comme à celles de la communauté scientifique.

Pour 130 postes délocalisés, la ministre de la culture et de la communication veut désorganiser le travail de 2 000 archéologues et celui de l'ensemble de leurs partenaires, avec des conséquences désastreuses sur les projets d'aménagement du territoire et sur la recherche archéologique nationale.

Les agents de l'Inrap restent plus que jamais mobilisés aujourd'hui contre ce projet afin de préserver leur outil de travail et de mener à bien la construction de leur institut.

* des votes exprimés

Contact

agents.siege.inrap@free.fr